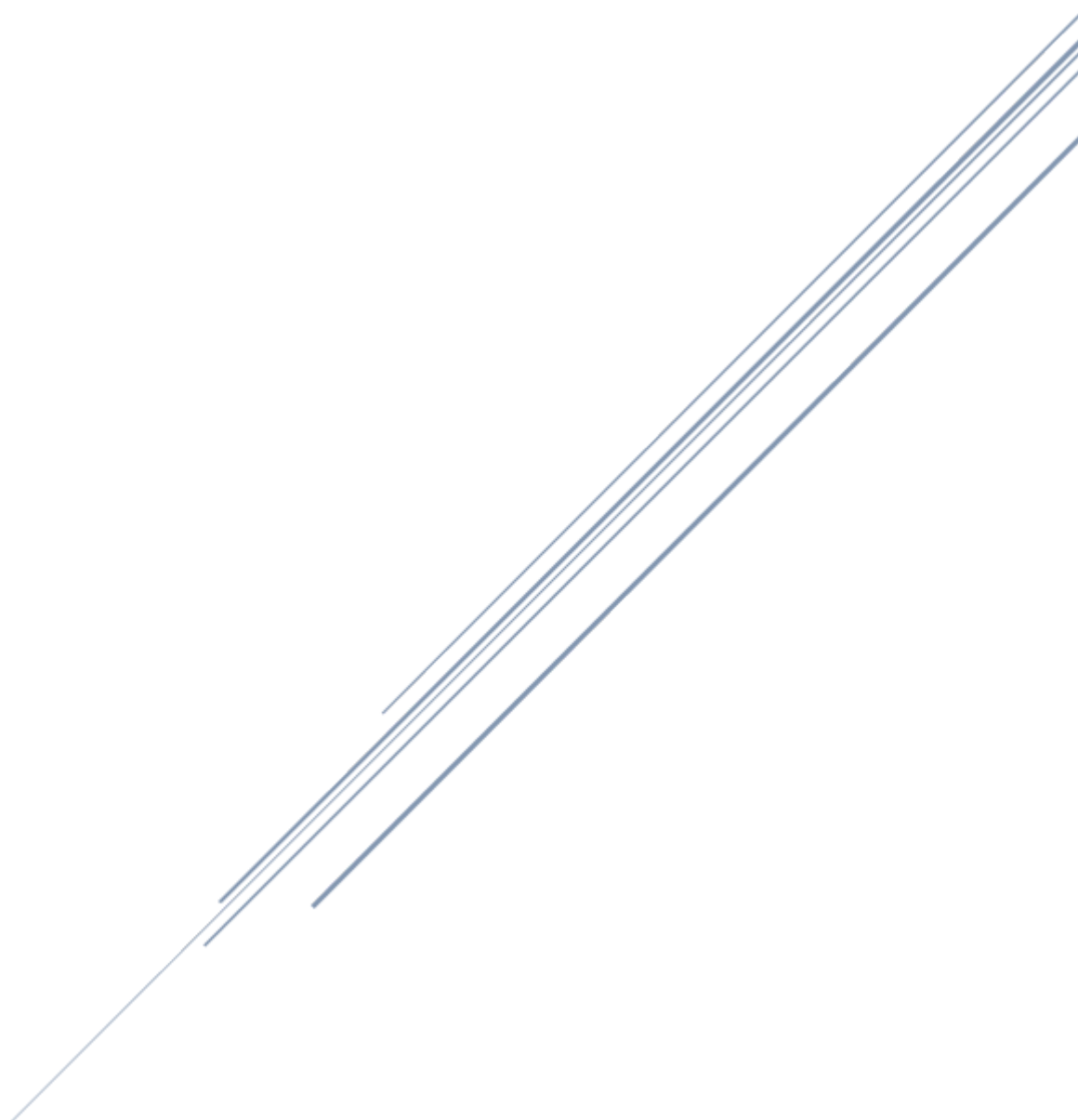


LA TUNISIE : DE LA RÉVOLUTION À LA DÉMOCRATIE

L'Influence de l'Armée et de la Société Civile



Mac Dressman
FREN-250

I. Introduction

Depuis la série de révolutions qui ont éclaté à travers le monde arabe au début de l'année 2011, nommée le « printemps arabe, » guerres, coups d'état et attentats terroristes ont frappés le Maghreb et le Moyen-Orient. En Egypte et en Libye, les espérances démocratiques du peuple se sont écroulées, remplacées par l'autoritarisme et le carnage. Cependant, le pays au sein de la révolution, la Tunisie, a réussi à créer une démocratie malgré des obstacles considérables. Comment la Tunisie a-t-elle établi une démocratie alors que ses homologues en Afrique du nord n'y sont pas parvenus ? Après un bref résumé des événements du printemps arabe en Tunisie, allant du début des manifestations aux élections de fin d'année 2014, cet article examinera comment la non-ingérence de l'armée tunisienne et la direction de la société civile ont facilité la transition de la révolution à la démocratie.

II. Les Evènements

Le printemps arabe en Tunisie a commencé le 10 décembre 2010, quand le vendeur de rue Mohamed Bouazizi s'est immolé par le feu en protestant contre la cruauté des policiers. Peu après que Bouazizi soit mort de ses blessures à l'hôpital le 4 janvier 2011, des manifestations et affrontements avec les policiers ont éclaté, d'abord à Sidi Bouzid et bientôt à travers la Tunisie, la plus grande arrivant le 12 janvier à Tunis. Après un discours télévisé le 13 janvier pendant lequel Ben Ali, le président et dictateur de la Tunisie depuis 1987, ait accepté de faire des concessions et ait supplié le peuple, le président a abandonné le pouvoir et a quitté la Tunisie pour rejoindre l'Arabie Saoudite avec sa famille le jour suivant.

Aucun coup d'état militaire n'est arrivé après le départ de Ben Ali. Un gouvernement intérimaire a organisé des élections parlementaires pour la première Assemblée nationale

constituante tunisienne (ANC). Ces élections se sont passées le 23 Octobre 2011. L'ANC était chargé de la rédaction de la nouvelle constitution de la Tunisie et les parlementaires se sont engagés dans un processus prolongé de débat et rédaction. Le parti islamiste Ennahda a gagné 89 des 217 sièges dans l'ANC, un plus grand nombre que tous les autres partis, et plusieurs membres de la société tunisienne avaient peur d'une islamisation du pays. Les tensions entre les partisans du parti islamique et les sécularistes se sont accentuées pendant le processus de création de la constitution, aboutissant aux assassinats de Chokri Belaid et Mohamed Brahmi, deux chefs de la résistance séculière contre le courant islamique en 2013. Des grèves et manifestations ont encore éclaté, avec des milliers de citoyens tunisiens exigeant la dissolution de l'ANC et du gouvernement. De plus, les partis politiques opposés à Ennahda se sont retirés de l'Anc et ont refusé de coopérer avec le gouvernement.

Pendant que la crise s'aggravait, le Quartet du dialogue national, un groupe d'organisations civiles tunisiennes, sauvait la Tunisie du chaos en organisant un processus des négociations. Ennahda a accepté de céder son pouvoir en Décembre 2013, et l'ANC a tenu de nouvelles élections le 26 Octobre 2014, suivies par des élections présidentielles en Décembre 2014. La partie de l'opposition laïque, Nidaa Tounes, a gagné 86 des 217 sièges à l'ANC et Beji Caid Essebsi est devenu le premier président de la Tunisie à être élu démocratiquement.¹

Après les élections, la Tunisie a souffert des attentats terroristes, de la faiblesse économique et d'une dégradation de confiance démocratique mais la paix reste encore stable et prospère par rapport aux autres pays du printemps arabe tels que l'Egypte et la Libye.²

¹ Safwan Masri, « Tunisia: An Arab Anomaly » (New York: Columbia University Press, 2017), 38-70.

² Romain Houeix, « Sept ans après, que reste-t-il de la révolution tunisienne ?, » France24, dernière modification le 17/12/2017, <http://www.france24.com/fr/20171217-tunisie-revolution-sept-ans-apres-printemps-arabe-droits-homme-economie>.

Essentiellement, ce succès est dû aux actions ou inactions de deux types d'acteurs tunisiens : l'armée et la société civile. Les deux sections suivantes examineront les facteurs structurels de ces acteurs et leurs rôles décisives dans les événements du printemps arabe.

II. Le Rôle de l'armée tunisienne

Faible et marginalisé par Ben Ali, l'armée tunisienne ne possédait que 35 000 hommes et douze hélicoptères à la fin du règne du Ben Ali.³ Comparée à l'Égypte, qui a la plus puissante armée en Afrique, ou bien comparée à la Libye, la Tunisie n'a pas du tout la même force militaire.⁴ De plus, l'armée n'a jamais été engagée dans une grande guerre, ce qui montre la faiblesse relative des forces militaires dans la société tunisienne.⁵ Ainsi, elle « n'a jamais constitué l'épine dorsale du régime politique tunisien. »⁶

La faible position de l'armée dans la société tunisienne avant la révolution est à cause de la méfiance de Ben Ali. Militaire lui-même, Ben Ali est devenu président de la Tunisie par un coup d'état contre Habib Bourguiba en 1987, donc sa peur du militaire est bien fondée⁷, et c'est pourquoi il a déprivé l'armée de ses ressources. Ben Ali s'est garanti la loyauté des chefs militaires en nommant les chefs qu'il connaissait bien, en raison de son expérience dans les plus

³ Samy Ghorbal, « Rachid Ammar, homme fort de la Tunisie : L'armée ne tire pas, » L'Obs, publié le 16/01/2011, <https://www.nouvelobs.com/rue89/rue89-monde/20110116.RUE0362/rachid-ammar-homme-fort-de-la-tunisie-l-armee-ne-tire-pas.html>.

⁴ « African Powers Ranked by Military Strength, » Global Firepower, <https://www.globalfirepower.com/countries-listing-africa.asp>.

⁵ Sharan Grewal, « A Quiet Revolution: The Tunisian Military After Ben Ali, » publié le 24/02/2016, <https://carnegieendowment.org/2016/02/24/quiet-revolution-tunisian-military-after-ben-ali-pub-62780>.

⁶ Larbi Chouikha et Éric Gobe, « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali, » Revue Tiers Monde 2011/5 : 219-226, <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-5-page-219.html>.

⁷ Pierre Houpert, « Ce jour-là : le 7 novembre 1987, le coup d'État « médical » de Ben Ali, » Jeune Afrique, publié le 07/11/2016, <http://www.jeuneafrique.com/370235/politique/jour-7-novembre-1987-coup-detat-medical-de-ben-ali/>.

hautes sphères de l'armée⁸, et en écartant les chefs militaires qu'il trouvait menaçant en déguisant les circonstances de leur mort en mystérieux accidents d'hélicoptère.⁹ Puisque la position politique de l'armée tunisienne était si faible, elle n'est jamais devenue un bloc important dans le gouvernement, elle n'avait alors pas, par exemple, de privilèges spéciaux à protéger sous Ben Ali. Ainsi, l'armée n'avait pas de grands intérêts dans le résultat de la révolution, et n'avait pas la coutume d'intervenir dans la politique.

A cause de la relation tendue entre l'armée et Ben Ali, il n'est pas surprenant qu'elle ait choisi de soutenir les manifestants plutôt que le président pendant le printemps arabe. Bien que les forces policières, qui sont distinctes de l'armée et restaient loyales à Ben Ali, aient soutenu le président et ont tué plusieurs civils, l'armée a compati avec les manifestants.¹⁰ Le fait que l'armée n'a pas aidée Ben Ali à retenir le pouvoir a évité une guerre civile entre le gouvernement et les civils. Au lieu de protéger le président ou de faire un coup d'état, Rachid Ammar, chef d'Etat-Major des armées, a conseillé Ben Ali de quitter la Tunisie, organisant un départ sans heurts pour le président.¹¹

Plus important que le soutien de l'armée aux manifestants était sa non-ingérence après la chute du Ben Ali. Bien qu'il ait été un personnage très respecté et soit resté chef du militaire après le départ du Ben Ali, Ammar n'a pas cherché à devenir chef du gouvernement. Avec le temps, son contrôle sur l'armée a diminué car le processus de décision a été divisé entre le président, le premier ministre, le parlement, le chef de l'armée, le conseil de la sécurité, le ministère de la Défense, le conseiller militaire et plusieurs autres parties du gouvernement

⁸ Grewal, « Quiet Revolution. »

⁹ Ghorbal, « Rachid Ammar. »

¹⁰

Masri, « Arab Anomaly, » 47.

¹¹

Chouikha et Gobe, « Force Désobéissance. »

depuis 2012.¹² La diffusion du pouvoir explique pourquoi l'armée n'est pas intervenue en 2013, quand l'opposition laïque a exigé qu'Ennahda démissionne : il n'y avait pas quelqu'un qui pouvait tout seule décider de prendre le pouvoir d'Ennahda. De plus, puisque l'armée a gagné un plus haut statut social après le départ de Ben Ali, elle n'avait pas de forte motivation à utiliser la force contre l'Ennahda.

L'armée tunisienne a protégé la démocratie en soutenant les manifestants et en n'intervenant pas dans les affaires politiques. Ces actions tranchent, d'une part, avec celles de l'armée libyenne, qui a soutenu Mouammar Kadhafi en se battant contre les civils et a donc plongé le pays dans une guerre civile, et, d'autre part, avec celles de l'armée égyptienne qui a fait un coup d'état, remplaçant le gouvernement islamiste et démocratique par le dictateur Abdel Fattah Al-Sissi et renversant les changements démocratiques en Egypte.^{13 14} Ainsi, clairement l'armée a joué un rôle important dans la transition démocratique de la Tunisie. Egalement, la société civile a beaucoup aidé dans ce processus. La section suivante examinera les racines et les effets de ces organisations civiles.

III. Le Rôle de la société civile

La Tunisie doit sa stabilité politique à la main directrice de la société civile, définie comme l'ensemble des acteurs et organisations qui ont un caractère non gouvernemental et non lucratif. Sans doute la plus importante organisation parmi eux était l'Union générale tunisienne

¹²

Grewal, « Quiet Revolution. »

¹³

Sharon Grewal, « Why Tunisia didn't follow Egypt's path, » *The Washington Post*, publié le 04/02/2015, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2015/02/04/why-egypt-didnt-follow-tunisias-path/?utm_term=.e75a0eee1005.

¹⁴

« Libye: "Kadhafi attaque encore les civils," » *L'Express*, publié le 23/03/2011, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/libye-kadhafi-attaque-encore-les-civils_975235.html.

du travail (UGTT), un syndicat fondé le 20 janvier 1946 qui a lutté pour l'indépendance du pays. Depuis lors, l'UGTT étendait ses branches à travers la Tunisie. Alors que la centrale syndicale était cooptée par le régime de Ben Ali, les branches régionales échappaient au contrôle de l'état, continuant de lutter pour les droits des ouvriers. Ce dualisme permettait à l'UGTT d'éviter d'être complètement réprimée par Ben Ali en tirant sa légitimité de son image d'allié du peuple.¹⁵

L'influence de l'UGTT sur la Tunisie est visible dans le déclenchement du printemps arabe ainsi que dans la transition démocratique suivante. Pendant que l'histoire de Bouazizi se propageait à travers la Tunisie, les branches locales de l'UGTT organisaient des grèves et des manifestations contre le régime.¹⁶ De plus, les actions du syndicat pour négocier avec Ennahda ont beaucoup facilité la transition démocratique. Après les assassinats de l'été 2013, l'UGTT, en coordination avec l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et l'Ordre des avocats a formé le Quartet du dialogue national, une association qui a mené les négociations entre les partis politiques. Ce rassemblement de la société civile a organisé la signature d'une ébauche de consensus qui transfère le contrôle du gouvernement de Ennahda à un gouvernement temporaire, non partisan et technocratique pour rédiger une constitution et organiser de nouvelles élections en 2014.^{17 18}

¹⁵

Najet Mizouni, « L'UGTT, moteur de la révolution tunisienne, » *Tumultes* 2012/1 (n° 38-39) : 71-91, <https://www.cairn.info/revue-tumultes-2012-1-page-71.html>.

¹⁶

Masri, « Arab Anomaly, » 41-42.

¹⁷

Mathieu Galtier, « Prix Nobel : pourquoi le «Quartette» tunisien a été récompensé, » *Libération*, publié le 09/10/2015,

http://www.liberation.fr/planete/2015/10/09/prix-nobel-pourquoi-le-quartet-tunisien-a-ete-recompense_1400532.

¹⁸

Lorenzo Feltrin, « L'UGTT, une passion tunisienne: Enquête sur les syndicalistes en révolution (2011–2014); Workers and thieves: labor movements and popular uprisings in Tunisia and Egypt, » *The Journal of North African Studies* 21:3 2016 : 528-531, <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/13629387.2016.1147142>.

La présence de ces acteurs relativement neutres et apolitiques a facilité une solution pacifique et équilibrée parce qu'ils possédaient la légitimité et l'expérience nécessaires pour organiser les négociations. En Egypte, les syndicats ne pouvaient pas remplir ce rôle car Hosni Moubarak exerçait un contrôle rigoureux sur eux, et les syndicats servaient principalement à réprimer les droits des ouvriers plutôt qu'à les soutenir.¹⁹ Ainsi, quand l'opinion publique s'est retournée contre le gouvernement islamiste de l'Egypte en 2013, il n'y avait pas d'organisation qui pouvait négocier un accord comme en Tunisie. Similairement, la société civile n'existait pratiquement pas en Libye puisque le dictateur Mouammar Kadhafi interdisait les organisations non-gouvernementales, et donc les factions de l'armée ont dû intervenir dans le chaos suivant la chute de Kadhafi, annulant la possibilité d'un accord pacifique.²⁰ Dans le cadre d'un vide politique comme ceux qui sont apparus après le printemps arabe, il est donc clair que les institutions civiles, par exemple les syndicats, sont essentielles pour faciliter une transition démocratique.

IV. Conclusion

Le succès de la transition de la révolution à la démocratie en Tunisie dépendait du caractère et de l'influence relative des secteurs de la société tunisienne. Grâce à la fracture entre Ben Ali et l'armée qui ne constituait pas un bloc politique fort et cohérent, cette dernière n'a pas saisi le pouvoir. De plus, les acteurs de la société civile comme l'UGTT possédaient la capacité organisationnelle et la légitimité nécessaires pour faciliter des négociations grâce à leur longue

¹⁹

Sameul Forey, « Egypte. « La question sociale » et le prolétariat gardent leur place centrale, » *A l'encontre*, publié le 06/12/2014, <https://alencontre.org/moyenorient/egypte/egypte-la-question-sociale-et-le-proletariat-gardent-leur-place-centrale.html>.

²⁰

Danielle Meltz, « Civil Society in the Arab Spring: Tunisia, Egypt, and Libya, » Undergraduate Honors Thesis, University of Colorado Boulder, 2016, https://scholar.colorado.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2301&context=honr_theses.

histoire pour la lutte des droits ouvriers. La distribution du pouvoir en faveur de la société civile en Tunisie était donc un facteur clé dans l'établissement de la démocratie. Cette distribution était complètement renversée en Egypte et en Libye au moment du printemps arabe car l'armée y dominait la politique alors que la société civile était très faible aux deux pays. Tout pays qui voudrait établir ou renforcer la démocratie devrait donc faire attention à limiter le pouvoir des forces militaires ainsi qu'à fortifier les institutions de la société civile.

Citations